

NUMERO #61 FEVRIER 2017

TRADECOM II News

BULLETIN D'INFORMATION DU PROGRAMME TRADECOM II

PAGE 2



LE DEUXIÈME COMITÉ DE PILOTAGE
TRADECOM II

PAGES 3

ZOOM SUR LES ACTIVITES DE L'UGP

REPARTITION PAR OBJECTIF DU DP1

REPARTITION REGIONALE DES REQUETES

REPARTITION REGIONALE DES PROJETS

PAGES 4-5

LES ELEMENTS MARQUANTS DU PROJET

SUPPORT TO SELECTED PACPS TO STRENGTHEN TRADE FACILITATION AND PRIVATE SECTOR COMPETITIVENESS

SUPPORT TO DEVELOP A REGIONAL SINGLE ADMINISTRATIVE DOCUMENT (SAD) AND CAPACITY BUILDING ON CUSTOMS VALUATIONS FOR CARIFORUM COUNTRIES

CAPACITY BUILDING SUPPORT TO THE MSG SECRETARIAT AND TO ENHANCE THE EFFICIENCY OF THE REGION'S TRADE FACILITATION SERVICES

NEWS

PAGES 6-7

UN APPUI CIBLE POUR RENFORCER LA MISE EN ŒUVRE DE L'APE CARIFORUM-EU

UN APPUI CIBLE AU SECRETARIAT DU FIP AINSI QU'À NIUE

SUPPORT A L'EAC POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA ZLET ET LE DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS VERS LE MARCHÉ EUROPÉEN

APPUI POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'APE AFRIQUE DE L'OUEST-UE ET LA MISE EN ŒUVRE DU CADRE DE RÉFÉRENCE REGIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

UN APPUI CIBLE AU GROUPE ACP DE GENEVE POUR RENFORCER LA PARTICIPATION DU GROUPE DANS LES NEGOCIATIONS COMMERCIALES MULTILATERALES SOUS L'EGIDE DE L'OMC

LE DEUXIEME COMITE DE PILOTAGE



Le deuxième Comité de pilotage du programme TradeCom II ACP-UE a eu lieu à la Maison des Pays ACP le 8 février 2017. Le Comité était présidé par M. Viwanou Gnassounou, Secrétaire général adjoint, responsable du développement économique durable et du commerce au Secrétariat des ACP. M. Morgan Githinji, Gestionnaire de projet pour le programme TradeCom II au Secrétariat des ACP, l'assistait.



DEVCO était représenté par M. Antti Karhunen (Chef de l'unité d'élaboration d'un cadre privé, du commerce et de l'intégration régionale), M. Egon Hovnikar (Chef de secteur - Programmes régionaux pour l'Afrique subsaharienne et les pays ACP) et M. Koen Rossel-Cambier (Responsable du programme - Assistance en matière d'économie et de commerce).

Étaient présents : Mme Christiane Leong (Experte sur les questions liées commerce multilatéral au Secrétariat des ACP), ainsi que des représentants d'autres services au sein du Secrétariat des ACP, à savoir M. Motooa Rammoneng,



Responsable de la Gestion du portefeuille de projets intra-ACP et du contrôle qualité, et M. Edo Yao Atsu, Contrôleur financier.

En plus des membres officiels du Comité de pilotage, de DEVCO et du Secrétariat des ACP, la réunion a également rassemblé, en tant qu'observateurs, les représentants des deux organisations chargées de la mise en œuvre du programme Hub&Spokes II, à savoir l'Organisation Internationale de la Francophonie (M. Chekou OUSSOUMAN - Secrétariat de l'OIF) et le Secrétariat du Commonwealth (M. Teddy Y. SOOBRAMANIAN - Secrétariat du Commonwealth) qui ont présenté leurs actions et prochains plans de travail respectifs. Le Chef d'équipe du programme OTC ACP-UE, M. Junior Lodge, a également assisté à la réunion et présenté les "bonnes" leçons tirées de la mise en œuvre du programme TBT.



Au cours de la réunion, les différentes parties prenantes et les observateurs ont fait part de commentaires très positifs sur les actions du programme sur la période de juillet à décembre 2016. De surcroît, le plan de travail pour la période allant jusqu'à la fin du Devis Programme 1 a été approuvé par le Comité de pilotage.

Le Président a conclu les discussions en félicitant l'équipe de l'UGP pour son travail, le prestataire d'assistance technique pour son engagement et la Commission européenne pour avoir conforté son soutien dans la mise en œuvre du programme. En dernier lieu, le Secrétaire général adjoint, M. Gnassounou, a clos la réunion en invitant l'UGP du programme TradeCom II à présenter les dernières évolutions concernant la mise en œuvre du programme ainsi que les actions réalisées sur le terrain au cours de la réunion du Sous-Comité ACP sur le commerce en mars.



FOCUS ON PMU ACTIVITIES

REPARTITION PAR OBJECTIF DU "PROGRAMME D'ASSISTANCE TECHNIQUE"

CAPACITES DES INSTITUTIONS
COMMERCIALES NATIONALES ET
REGIONALES RENFORCEES



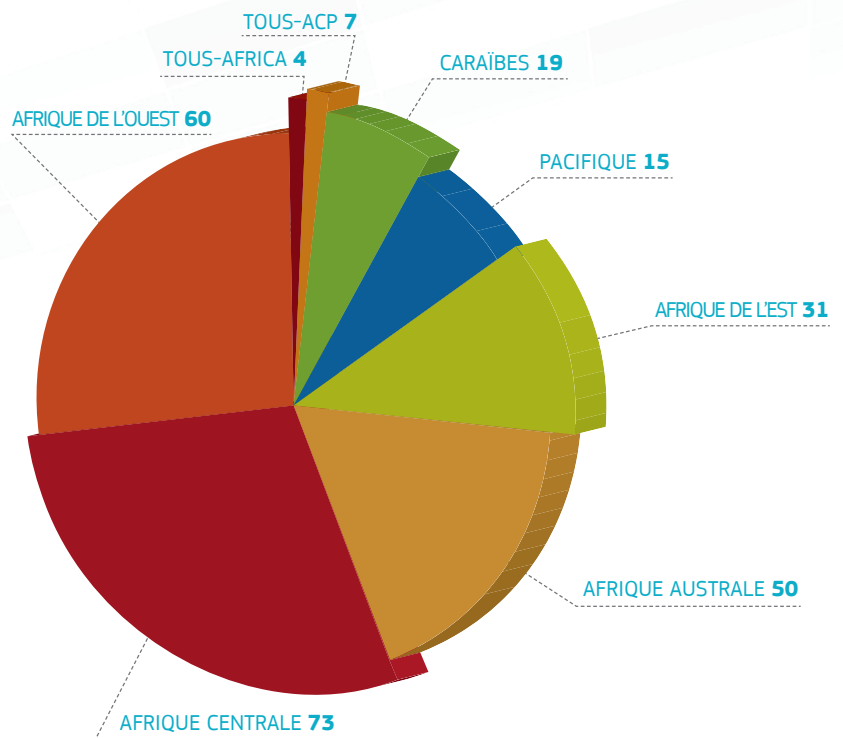
CAPACITES EN NEGOCIATION COMMERCIALE
DES BÉNÉFICIAIRES ACP RENFORCEES
ET MISE EN ŒUVRE DES ACCORDS



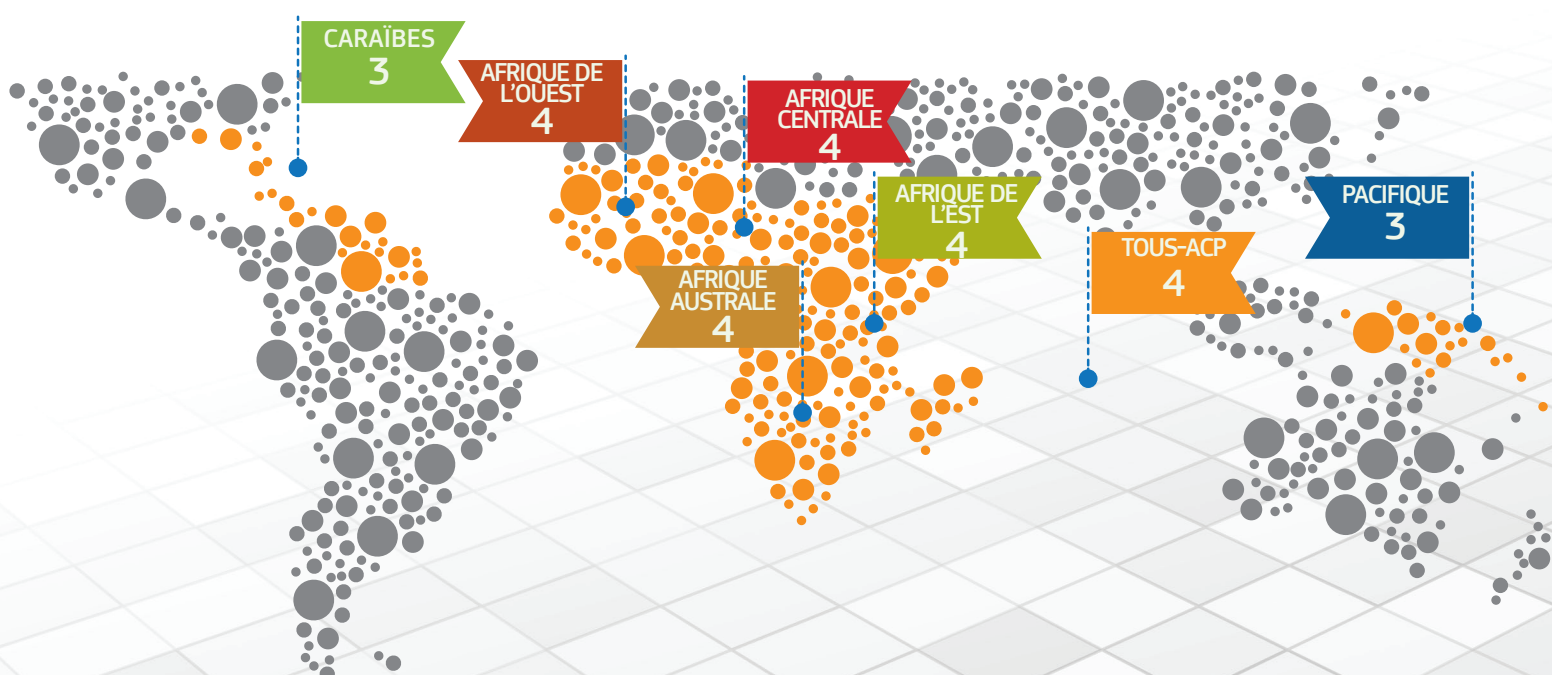
FACILITATION DES ECHANGES
COMMERCIAUX ET LA COMPETITIVITE DU
SECTEUR PRIVE AMELIOREES



REPARTITION REGIONALE DES REQUETES



REPARTITION REGIONALE DES PROJETS



LES ELEMENTS MARQUANTS DU PROJET

L'APPUI AU PAYS ACP PACIFIQUE AFIN DE RENFORCER LA FACILITATION DU COMMERCE ET LA COMPETITIVITE DU SECTEUR PRIVE

Il s'agit d'un projet conçu par le programme TradeCom II en partenariat avec les quatre États membres ACP Pacifique (PACP) : la République des îles Marshall, les Kiribati, les États fédérés de Micronésie et Samoa.

La région ACP Pacifique est composée de 15 petits états insulaires en développement : les îles Cook, les États fédérés de Micronésie, Fidji, les Kiribati, Nauru, Niue, Palau, la Papouasie Nouvelle Guinée, la République des îles Marshall, Samoa, les îles Salomon, le Timor oriental, Tonga, Tuvalu et Vanuatu. Ces états insulaires sont confrontés à des défis liés au commerce : leur petite taille (à la fois en termes de population et de marchés domestiques), leur éloignement de 11 500 km par rapport aux marchés clés, leurs opportunités d'exportation limitées et leurs infrastructures insuffisantes pour le commerce. L'intégration de l'économie et du commerce au niveau régional est essentielle afin d'assurer la capacité de la région à croître et à prospérer, et détermine ainsi la capacité de la plupart de ces pays à participer à l'économie mondiale. Il est indéniable que, sans un revenu augmenté par le commerce, ces pays ont peu d'options leur permettant d'améliorer leur développement socio-économique et de créer de meilleures conditions de vie pour leurs communautés.

Le projet est conçu de façon à fournir aux quatre pays ACP Pacifique un éventail de services techniques hautement spécialisés, divisé en deux composantes : la facilitation du commerce et la compétitivité du secteur privé.

Visant à promouvoir la facilitation du commerce et à accroître la compétitivité du secteur privé, les domaines d'intervention étudiés sous ce projet sont au nombre de trois :

1. l'évaluation de l'adéquation et de la solidité des instruments de recueil de données en matière de douane en République des îles Marshall :

- 🌐 Évaluer la solidité et l'adéquation de leurs instruments de recueil de données en matière de douane et de commerce;
- 🌐 Étudier leur cadre législatif en vigueur et leurs procédures existantes concernant la classification des marchandises, les processus et formulaires officiels permettant de consigner l'information sur les échanges de marchandises;
- 🌐 Rédiger les dispositions juridiques nécessaires à la modification du cadre juridique du pays de façon à incorporer

la mise en œuvre de la nomenclature SH de codification des marchandises et les réglementations, procédures, processus et formulaires officiels concernés où la codification des marchandises est consignée;

- 🌐 Élaborer un tableau des droits de douane national (comportant des fractionnements nationaux) en fonction des éditions 2012 et 2017 de la nomenclature SH (SH 2012 et SH 2017).

2. l'évaluation de la viabilité et des implications en matière de gestion pour la mise en place d'un guichet électronique unique aux îles Kiribati :

- 🌐 Mener une évaluation complète de la viabilité de ce guichet unique, et notamment de sa faisabilité économique et technique, ainsi qu'une analyse du contexte juridique et institutionnel actuel;
- 🌐 Identifier des solutions à partir des résultats et recommander un modèle de bonnes pratiques pour un système de guichet unique, suivant les Directives de l'OMD;
- 🌐 Préparer un plan de mise en œuvre et un budget détaillés pour la mise en place d'un système de guichet unique, notamment son cadre juridique inhérent, et les transmettre à l'Administration des douanes de Kiribati pour qu'ils soient validés

3. l'amélioration de l'environnement des entreprises pour les PME exportatrices dans les États fédérés de Micronésie et à Samoa, en renforçant le cadre réglementaire technique des deux pays ciblés (Micronésie et Samoa) :

- 🌐 Évaluer le cadre réglementaire politique, législatif et institutionnel dans ces deux pays, tel que la législation sur les mesures SPS ;
- 🌐 Améliorer l'accès au marché des PME, à l'aide de formations sur les normes et les procédures d'évaluation de la conformité, appuyer certaines entreprises dans la mise en œuvre de normes choisies en vue de la certification;
- 🌐 Élaborer un guide sur la "Gestion de la qualité" afin de sensibiliser les acteurs du secteur sur la qualité, les normes et les réglementations techniques, les mesures SPS et les services concernés, disponibles dans ces deux pays;
- 🌐 Diffuser les résultats auprès des parties prenantes clés.

APPUI VISANT A ELABORER UN DOCUMENT ADMINISTRATIF UNIQUE (DAU) A L'ECHELLE DE LA REGION ET RENFORCER LES CAPACITES DES PAYS DU CARIFORUM EN MATIERE D'EVALUATION EN DOUANE

Ce projet est conçu par le programme TradeCom II en partenariat avec le Secrétariat du CARICOM et la direction CARIFORUM.

La Communauté des Caraïbes (CARICOM) représente un groupement régional comprenant quinze états en développement des Caraïbes. Le Forum Caribéen des États de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (CARIFORUM) sert, quant à lui, de base de dialogue avec l'Union européenne sur l'économie

et le commerce. Ses membres comprennent les états de la Communauté des Caraïbes et la République dominicaine.

L'Accord de partenariat économique CARIFORUM-UE a été signé en octobre 2008 et est entré en vigueur deux mois plus tard. Il englobe les échanges en biens et en services, les investissements, les questions liées au commerce telles que la concurrence, l'innovation et la propriété intellectuelle, ainsi que des liens avec

la coopération en matière de développement, combinant ainsi des dispositifs commerciaux et la coopération sur le développement.

L'APE CARIFORUM-UE exige la promotion de l'intégration régionale et le développement progressif des systèmes visant à faciliter l'échange électronique de données entre les négociants, les agents des douanes et les agences apparentées, ainsi que la mise en œuvre d'un DAU CARIFORUM. Les obligations commerciales de l'APE demandent également à ce que les États membres CARICOM/CARIFORUM utilisent un DAU identique. L'élaboration d'un DAU représente également une stratégie thématique visant à accélérer la mise en œuvre et l'utilisation du Marché unique et de l'économie de la CARICOM, avec une mesure principale visant à répondre aux contraintes du commerce intrarégional dans le but d'accroître le niveau des échanges intra-CARICOM.

Ce projet tend à :

- 🌐 élaborer et présenter au Secrétariat de la CARICOM et la direction CARIFORUM un DAU régional pour la CARICOM et, par conséquent, le CARIFORUM, tel qu'il est défini dans le Chapitre 4 de l'Accord de partenariat économique (APE) et conformément au Modèle de données de l'OMD, version 3.6;

- 🌐 soutenir la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et les États du CARIFORUM en renforçant leurs capacités en matière d'évaluation douanière et de processus administratifs, en appliquant les principes et procédures du DAU.

Dans le cadre de ces objectifs, les actions de ce projet permettent:

- 🌐 d'examiner les DAU existants ou les autres documents similaires actuellement utilisés par les États du CARIFORUM;
- 🌐 de rédiger un DAU correspondant au Modèle de données de l'Organisation mondiale des Douanes, version 3.6, et de le porter à la considération du Secrétariat de la CARICOM, de la direction CARIFORUM et de leurs pays respectifs;
- 🌐 d'améliorer et de renforcer les capacités du personnel administratif douanier de la CARICOM et du CARIFORUM;
- 🌐 de présenter le nouveau DAU aux bénéficiaires pour qu'il soit étudié puis utilisé dans les États membres de la CARICOM et des pays du CARIFORUM.

L'APPUI AU SECRETARIAT DU MSG POUR RENFORCER SES CAPACITES ET AMELIORER L'EFFICACITE DES SERVICES DE FACILITATION DU COMMERCE DANS LA REGION

Ce projet est conçu par le programme TradeCom II en partenariat avec le Secrétariat du Groupe mélanésien fer de lance (GMFL) et les quatre états membres ACP Pacifique (PACP) : Fidji, la Papouasie Nouvelle Guinée, les îles Salomon et Vanuatu. La Nouvelle Calédonie, territoire français du Pacifique, fait également partie du GMFL.

Le Secrétariat du GMFL avait été établi dans le but, notamment, de promouvoir et renforcer les échanges commerciaux entre les membres, la coopération économique et technique entre les états et l'alignement des politiques afin de poursuivre les objectifs communs des membres du GMFL en matière de croissance économique et de développement durable. Conformément aux objectifs cités ci-dessus (établir des fondements d'intégration régionale), les membres du GMFL ont négocié un accord de libre échange (MSGTA) entré en vigueur en 1993, comprenant la Papouasie Nouvelle Guinée, les îles Salomon et Vanuatu. Fidji est devenu membre du MSGTA en 1996. Cet accord visait à promouvoir et accélérer le développement économique en développant des relations commerciales rapprochées et à établir un cadre pour les consultations et les évaluations périodiques du MSGTA.

L'accord signé en 1993 a été réexaminé en 2004 et en 2005. Ses membres en ont approuvé une version modifiée, appelée le MSGTA2, la deuxième édition de l'accord commercial du GMFL.

Les actions du projet sont conçues afin d'appuyer l'intégration des quatre états du GMFL dans l'économie mondiale à leur avantage notamment en consolidant l'efficacité opérationnelle de son Secrétariat, et, par extension, la capacité commerciale de ses états membres ACP Pacifique. Les domaines d'intervention considérés dans le cadre de ce projet sont au nombre de trois :

1. l'identification des blocages limitant l'efficacité des divisions du Secrétariat du GMFL chargées des questions commerciales et l'amélioration de la capacité du Secrétariat à contrôler les échanges intra-régionaux et internationaux en :

- 🌐 élaborant des analyses des lacunes pour les divisions du Secrétariat du GMFL chargées des questions commerciales et leur capacité à contrôler les échanges régionaux et internationaux, ainsi qu'une évaluation des besoins en matière de formation basée sur cette analyse des lacunes ;
- 🌐 concevant un guide visant à renforcer la division du commerce au sein du Secrétariat du GMFL ;
- 🌐 formant le personnel clé de la division du commerce du Secrétariat GMFL sur le tas.

2. l'identification des blocages concernant la connectivité des transports aériens et maritimes parmi les pays GMFL, ainsi que l'apport de recommandations afin d'améliorer la facilitation du commerce :

- 🌐 entreprenant une analyse du secteur du transport aérien du GMFL sur les plans opérationnel et de réduction des coûts, tout en émettant des recommandations visant à améliorer la connectivité des transports aériens dans la région du GMFL ;
- 🌐 se concertant avec les parties prenantes sur les éléments clés de cette analyse et sur les améliorations suggérées ;
- 🌐 rédigeant des recommandations applicables au sujet de l'étude récente concernant le transport maritime, ainsi que des suggestions adaptées afin d'améliorer la facilitation du commerce.

3. l'amélioration de l'accès aux outils en relation avec le commerce et du partage des données sur le commerce en :

- 🌐 concevant, rendant opérationnel et diffusant un répertoire des entreprises par le biais d'une plateforme en ligne ;
- 🌐 diffusant les données régionales sur les opportunités commerciales ;
- 🌐 organisant un atelier régional de formation/validation/diffusion sur les opportunités commerciales.

UN APPUI CIBLE POUR RENFORCER LA MISE EN ŒUVRE DE L'APE CARIFORUM-EU



La réunion de démarrage lançant la mise en œuvre du projet s'est tenue au Secrétariat du CARICOM en GUYANE. Les experts principaux, Andrea Ewart et Tim Little, ont participé à cette réunion, ainsi que le Directeur général de la direction CARIFORUM, M. Percival Marie. La participation de M. Marie a permis de mettre en lumière l'importance de ce projet aux yeux de la direction, tout en soulignant la demande d'aborder les aspects de l'offre technique et de perfectionner le champ d'application des actions.

Après la première mission de terrain effectuée par les deux experts principaux, une première version du Rapport de démarrage a été communiquée le 24 janvier. Une fois que les conclusions des discussions approfondies et continues avec le Bénéficiaire y ont été ajoutées, la version finale du Rapport de démarrage révisé a été diffusée le 28 février et approuvée à la fois par TradeCom II et le Bénéficiaire le 2 mars 2017.

Suite à ces discussions, le Plan de travail du projet a été rédigé incluant toutes les dates cibles concernant le projet ainsi qu'un calendrier détaillé de la mission tenant compte d'un total de treize (13) consultations à réaliser par les experts en personne ou par vidéoconférence.

APPUI CIBLE AU SECRÉTARIAT DU FIP AINSI QU'À NIUE

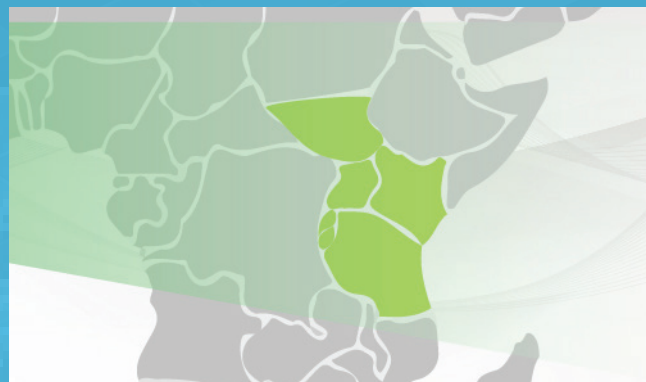
Le 9 février 2017, TradeCom II a attribué un contrat à International Economics Consulting en consortium avec Cardno pour la mise en œuvre d'un appui ciblé au Secrétariat du forum des îles du Pacifique vers le renforcement des capacités en matière d'intégration des cadres de politique commerciale et du programme d'action global pour le commerce dans la région Pacifique, et à Niue quant à la mise en œuvre de son cadre de politique commerciale. Les actions du projet se réaliseront à Fidji au Secrétariat des PIF et à Niue.

Ce projet a un double objectif : soutenir le programme d'action global pour le commerce des PIF consistant à intégrer le commerce pour les PACPS grâce à une utilisation efficace des cadres de politique commerciale nationaux; soutenir le Gouvernement de Niue afin qu'il mette en œuvre son propre cadre et se servir de ce cas comme exemple de "bonnes pratiques" pour les PACPS mettant en œuvre leurs cadres nationaux respectifs.

Le projet permet de promouvoir le programme d'action global pour le commerce des PACPS visant l'intégration du commerce et des cadres nationaux; de soutenir Niue dans la mise en œuvre de son cadre national de politique commerciale ; et de démontrer aux PACPS le cas concret de bonnes pratiques à Niue pour les aider dans la mise en œuvre de leur cadre respectif.

Les interventions du projet se concentreront sur le renforcement des directives régionales sur l'intégration du commerce et l'amélioration des capacités des experts en matière de commerce de façon à mettre en œuvre les cadres; le renforcement des structures institutionnelles nationales des PACPS (les comités nationaux et les services/agences en relation avec le commerce) pour la mise en œuvre des cadres ; l'élaboration de plans d'action pour mettre en application les recommandations du cadre de Niue, notamment l'accession aux accords de libre échange; le renforcement des institutions de Niue pour une bonne gouvernance commerciale; l'identification de réformes clés des lois et réglementations liées aux douanes.

APPUI A L'EAC POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA ZLET ET LE DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS VERS LE MARCHÉ EUROPÉEN



TradeCom II a signé le 22 février 2016 un contrat avec le consortium formé par International Economics Consulting Ltd. et Cardno pour mettre à la disposition de l'EAC un appui ciblé dans la mise en œuvre de l'Accord de la zone tripartite de libre échange - politique commerciale et développement des exportations vers le Marché de l'Union européenne.

La zone géographique couverte par le projet suite à cet accord comprend les états membres de l'EAC, à savoir : le Burundi, le Kenya, le Rwanda, la Tanzanie, l'Ouganda et le Soudan du Sud.

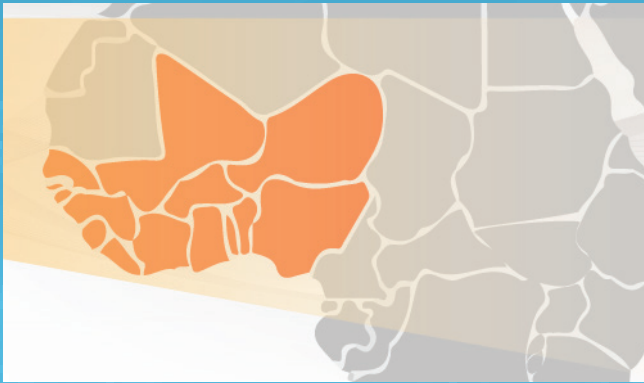
Les bénéficiaires directs de cette action compteront la Direction du commerce et des douanes de l'EAC et les six états membres de l'EAC. Ils bénéficieront tout particulièrement d'une assistance renforcée sur les questions juridiques et techniques, de la part de la Direction du commerce et des douanes.

Le projet est formulé dans une perspective à plus long terme, et planifié de façon à atteindre un objectif double : l'élaboration d'un cadre pour éliminer les barrières non tarifaires (BNT) ; la promotion de la facilitation du commerce et l'expansion dans le cadre de l'Accord de la zone tripartite de libre échange et les opportunités commerciales avec l'UE.

Ses principaux domaines d'intervention consistent à soutenir la Direction du commerce et des douanes de l'EAC afin qu'ils mettent en application efficacement la loi sur les barrières non tarifaires de l'EAC et le Régime de commerce simplifié lié aux BNT ; à soutenir le développement d'une stratégie d'exportation à long terme (2017-2030); à concevoir une stratégie pour un engagement permanent avec la communauté d'affaires (dont les femmes et les jeunes entrepreneurs) sur les opportunités commerciales dans les marchés du ZLET et de l'UE ; à soutenir l'amélioration du partage de connaissances sur les opportunités et les bénéfices du ZLET et des autres accords commerciaux, ainsi que les opportunités avec l'UE.

Dans la mise en œuvre du projet, le Consortium produira quatre types de résultats: rédiger et opérationnaliser les réglementations sur la mise en œuvre de la loi sur les BNT de façon à améliorer le suivi de la mise en œuvre du cadre pour l'élimination des BNT ; élaborer une stratégie de promotion des exportations pour l'EAC à long terme, pour la période 2017-2030; promouvoir les opportunités commerciales et les bénéfices pour les communautés d'affaires, dont les femmes et les jeunes entrepreneurs, dans le cadre de l'accord tripartite.

APPUI POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'APE AFRIQUE DE L'OUEST-UE ET LA MISE EN ŒUVRE DU CADRE DE RÉFÉRENCE RÉGIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS



Le 9 février 2017, TradeCom II a attribué un contrat au consortium composé de DMI Associates et DMI Africa pour soutenir la mise en œuvre de l'APE Afrique de l'Ouest-UE et la mise en œuvre d'un cadre régional pour le règlement des différends.

Ce projet englobe les 15 pays de la CEDEAO (le Bénin, le Burkina Faso, le Cap vert, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, le Togo, la Côte d'Ivoire, le Libéria, la Sierra Leone, le Ghana, le Nigeria et la Gambie), comptant en plus la Mauritanie qui n'est plus membre de l'organisation régionale, mais avait négocié l'APE en son sein.

Les principaux bénéficiaires des interventions du projet (des actions de formation et de sensibilisation sur l'APE) compteront les experts de la CEDEAO et UEMOA, les parlementaires des 16 pays cités ci-dessus, ainsi que la société civile et les acteurs majeurs du secteur privé.

Ce projet a un double objectif : favoriser une meilleure compréhension de l'APE et son appropriation par toutes les parties prenantes (parlementaires, experts CEDEAO/UEMOA, secteur privé et société civile) ; établir un cadre juridique régional pour le règlement des différends afin de résoudre tout litige commercial et de s'assurer que les accords commerciaux soient exécutés et réglés.

Le projet permet de renforcer la capacité des experts CEDEAO/UEMOA à sensibiliser les citoyens communautaires et à contrôler l'efficacité de la mise en œuvre de l'APE Afrique de l'Ouest-UE; de renforcer la capacité des parlementaires de la CEDEAO à favoriser l'appropriation de l'APE afin d'accélérer le processus de ratification; à établir un cadre de référence juridique régional pour le règlement des différends commerciaux.

Au vu de ce qui précède, les domaines d'intervention du projet consisteront : au développement de modules de formation sur l'APE que les experts CEDEAO/UEMOA pourront utiliser afin de sensibiliser les citoyens communautaires sur l'accord; à concevoir et mettre en place un programme de renforcement des capacités des experts CEDEAO/UEMOA, de la société civile et des parlementaires ainsi que le développement d'un manuel de procédures régissant le règlement des différends en Afrique de l'Ouest; à la mise en application d'un cadre juridique pour la mise en œuvre correcte des accords commerciaux dans la région; à la conception et la mise en place d'un programme spécifique de renforcement des capacités pour les fonctionnaires judiciaires de la Commission de la CEDEAO, ainsi que les juristes et avocats, afin de créer un réservoir de compétences en matière de règlement des différends dans la région.

UN APPUI CIBLE AU GROUPE ACP DE GENEVE POUR RENFORCER LA PARTICIPATION DU GROUPE ACP DANS LES NEGOCIATIONS COMMERCIALES MULTILATERALES SOUS L'EGIDE DE L'OMC

TradeCom II a signé un contrat avec SAANA Consulting le 22 février 2016. SAANA Consulting fournira l'assistance technique permettant de renforcer la participation du Groupe ACP dans les négociations commerciales multilatérales sous l'égide de l'OMC.

Ce projet a été conçu suite à la requête du Secrétariat du Groupe ACP et du Groupe ACP de Genève. Le Groupe ACP se compose de 61 membres de l'OMC, 7 observateurs à l'OMC, 11 pays ni membres ni observateurs de l'OMC. À Genève se trouvent 55 Missions d'États membres et 25 Missions non-résidentes. Les pays ACP comptent également des partenaires basés à Genève: l'Organisation des États de la Caraïbe orientale (OECS), le Mécanisme régional de négociation des Caraïbes (CRNM) et le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique. Le Groupe ACP de Genève participe aux négociations commerciales multilatérales (sous l'égide de l'OMC) en tant que coalition officielle, de manière à harmoniser et défendre leurs positions communes en matière de négociation commerciale. Elles englobent toutes les questions de l'OMC, notamment : l'agriculture, ADPIC, AMNA, les services, les réglementations, etc.

Les actions du projet seront gérées en partenariat avec le Bureau de Genève du Secrétariat ACP, basé à Genève en Suisse.

Ce projet a un double objectif: autonomiser les délégations ACP à Genève afin qu'elles participent efficacement aux négociations/délibérations commerciales au sein de l'OMC; amener les délégués ACP à participer à la rédaction de textes/éléments juridiques qui seront intégrés aux résultats des négociations de l'OMC.

Le projet permet d'autonomiser les délégations ACP à Genève afin qu'elles participent efficacement aux négociations/délibérations commerciales au sein de l'OMC; d'amener les délégués ACP à participer à la rédaction de textes/éléments juridiques qui seront intégrés aux résultats des négociations de l'OMC; et de s'assurer que les points de vue du Groupe ACP soient entièrement reflétés dans le texte juridique et le résultat de la 11^{ème} Conférence ministérielle de 2017.

Les domaines d'intervention prévus pour ce projet consistent à s'assurer de l'efficacité de la participation de l'équipe ACP chargée de la négociation dans ce processus, de manière à ce que les intérêts des pays ACP dans les négociations soient fortement avancés et défendus; à élaborer des positions de négociations concrètes en matière de commerce sur les cinq thèmes et les autres domaines des négociations de l'OMC (agriculture, réglementations de l'OMC, accès au marché pour les produits non agricoles, traitement spécial et différencié, services); à s'assurer que les points de vue du Groupe ACP soient entièrement reflétés dans le texte juridique et le résultat de la 11^{ème} Conférence ministérielle de 2017.

NEWS

eudevdays.eu 2017

Les Journées européennes du Développement (JED) représentent le principal forum européen consacré à la coopération internationale et le développement. Organisé par la Commission européenne, ce forum rassemble la communauté du développement afin de mettre en commun leurs idées et expériences de telle manière à inspirer des solutions innovantes et des nouveaux partenariats adressant les défis les plus urgents dans le monde.

La onzième édition de ces Journées européennes du Développement (JED 2017) aura lieu à Tour & Taxis les 7-8 juin 2017 à Bruxelles en Belgique.

Cette année, le forum se centrera sur le thème Investir dans le développement soulignant ainsi l'importance d'augmenter et d'améliorer les investissements, dans le but de parvenir à une croissance inclusive et durable et de créer des emplois décents pour tout un chacun. Sous le même thème qu'Investir dans le développement, le programme des JED 2017 sera formulé à partir

de trois thèmes majeurs émergeant comme les priorités principales dans le contexte actuel : Investir dans l'humain et la planète, Investir dans la prospérité et Investir dans la paix et les partenariats.

Dans un esprit de coopération, le programme TradeCom II, le Centre technique de coopération agricole et rurale UE-ACP et le programme Technical Barriers to Trade Programme (TBT - Obstacles techniques au commerce) UE-ACP ont remis trois propositions communes d'experts de haut niveau sur des questions de développement pressantes dans les pays ACP, telles que les médecines traditionnelles africaines dans la chaîne de valeur mondiale, les opportunités d'investissement de façon à autonomiser les pays ACP en tant que prochaine économie émergente au monde et un commerce inclusif à l'aide de régimes simplifiés de commerce.

Les candidatures sont en cours d'évaluation. L'équipe des JED annoncera le programme des Journées 2017 début avril.

Lexique

- ADPIC** Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle
- AMNA** Accès aux marchés pour les produits non agricoles
- APE** Accord de partenariat économique
- ACR** Accord commercial régional
- ACP** Afrique, Caraïbes et Pacifique
- BNT** Barrières non tarifaires
- BTC** Barrières techniques au commerce
- CARICOM** Communauté caribéenne
- CARIFORUM** Forum Caribéen des Etats de l'Afrique, Caraïbes et du Pacifique
- CCI** Centre du commerce international
- CEA/ONU** Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
- CPC** Cadre de politique commerciale
- CPCN** Cadre de la politique commerciale nationale
- CTA** Centre technique de coopération agricole et rurale
- CEDEAO** Communauté économique des États d'Afrique occidentale
- CNUCED** Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
- DAU** Document Administratif Unique
- DG DEVCO** Direction Générale pour la Coopération internationale et développement
- GMFL** Groupe mélanésien Fer de lance
- JED** Journées européennes du développement
- OECD** Organisation des États des Caraïbes orientales
- OIF** Organisation internationale de la Francophonie
- OMC** Organisation mondiale du commerce
- OMD** Organisation mondiale des douanes
- OTC** Obstacles techniques au commerce
- PACPS** États ACP du Pacifique
- PIFs** Secrétariat du Forum des îles du Pacifique
- PME** Petite et moyenne entreprise
- PTCI** Partenariat transatlantique pour le commerce et les investissements
- PTP** Partenariat transpacifique
- RCEP** Partenariat économique régional global
- SPS** Mesures sanitaires et phytosanitaires
- UE** Union européenne
- UEMOA** Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
- UGP** Unité de gestion de programme
- ZLE** Zone de libre échange
- ZLET** Zone de libre-échange tripartite

Prochains Evénements



MARS

Sous-comité conjoint ACP-UE sur le commerce et la coopération
Bruxelles, 07 Mars 2017

Réunion du sous-comité ACP du Commerce et des Produits de base
Bruxelles, 09 Mars 2017

TRADECom II PROGRAMME

BUILDING ACP TRADE CAPACITY
RENFORCER LES CAPACITÉS COMMERCIALES DES ACP

Avenue de Tervuren 36, bt. 35
1040 Bruxelles - Belgique

☎ 0032 (0)2 739 00 60

✉ contact@tradecom-acpeu.org

🌐 www.tradecom-acpeu.org

Suivez-nous sur twitter:

🐦 @Tradecom_2

🐦 @Tender_TradeCom